

# **GE\_GERICHTE CAPH/77/2014 vom 22. Mai 2014**

GE Cour de justice, 2014-05-22, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_CAPH\\_77\\_2014](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_CAPH_77_2014)

FR: GE\_GERICHTE CAPH/77/2014 du 22 mai 2014

IT: GE\_GERICHTE CAPH/77/2014 del 22 maggio 2014

## **Erwägungen**

### **E. 1.1**

Déposé dans les formes et délai prévus par la loi (art. 311 al. 1 CPC) dans une cause dont la valeur litigieuse était, au dernier état des conclusions de première instance, supérieure à 10'000 fr. (soit 22'000 fr.; art. 308 al. 1 let. a ab initio et al.

### **E. 1.2**

Le Tribunal des Prud'hommes (ci-après le Tribunal) a déclaré irrecevable l'entier de la requête de cas clair formée par l'appelante à l'encontre de l'intimée, requête qui contenait plusieurs chefs de conclusions, notamment la condamnation de l'intimée au paiement des salaires de mai à août 2013 (5'500 fr. x 4 = 22'000 fr.).

L'appelante ne remet en cause la décision du Tribunal qu'en tant qu'elle a déclaré irrecevable sa requête tendant au paiement des salaires de mai et juin 2013. Partant, l'appel ne porte, à teneur des conclusions de l'appelante, que sur les salaires de mai et juin 2013 (5'500 fr. x 2 = 11'000 fr.).

Cette réduction des conclusions équivaut à un retrait partiel de la demande, admissible en tout temps (art. 227 al. 3 CPC).

### **E. 2**

CPC) l'appel est recevable.

### **E. 2.1**

L'appel peut être formé pour violation du droit et constatation inexacte des faits (art. 310 CPC). La Cour revoit la cause avec un plein pouvoir d'examen et applique le principe de disposition (art. 58 al. 1 CPC), à savoir qu'il ne peut être accordé aux parties ni plus ni autre chose que ce qu'elles demandent. La valeur litigieuse ne dépassant pas 30'000 fr., les faits sont établis d'office (art. 247 al. 2 let. b ch. 2 CPC).

### **E. 2.2**

La procédure de cas clair est soumise à la procédure sommaire (art. 248 let. c CPC). La preuve est en principe établie par titre (art. 254 al. 1 CPC). D'autres moyens de preuve sont admissibles, en particulier lorsque leur administration ne retarde pas sensiblement la procédure (art. 254 al. 2 let. a CPC).

### **E. 3**

L'appelante fait grief aux premiers juges d'avoir retenu que les conditions du cas clair n'étaient pas réunies.

- 6/8 -

C/21975/2013-3

### **E. 3.1**

La procédure dans les cas clairs est recevable lorsque l'état de fait n'est pas litigieux ou est susceptible d'être immédiatement prouvé (art. 257 al. 1 let. a CPC) et que la situation juridique est claire (art. 257 al. 1 let. b CPC). Un état de fait est susceptible d'être immédiatement prouvé lorsqu'il peut être établi sans délai ni démarches particulières. Les preuves sont en règle générale apportées par la production de titres (ATF 138 III 123 consid. 2.1.1). La preuve n'est pas facilitée: le demandeur doit ainsi apporter la preuve certaine des faits justifiant sa prétention; la simple vraisemblance ne suffit pas (ATF 138 III 620 consid. 5 = SJ 2013 I 283; arrêt du Tribunal fédéral 5A\_768/2012 du 17 mai 2013 consid. 4.2.1). La situation juridique est claire lorsque l'application de la norme au cas concret s'impose de façon évidente au regard du texte légal ou sur la base d'une doctrine et d'une jurisprudence éprouvées (ATF 138 III 123 consid. 2.1.2, 138 III 620 consid. 5.1.2, 138 III 728 consid. 3.3; arrêt du Tribunal fédéral 5A\_768/2012 du 17 mai 2013 consid. 4.2.1). Si le défendeur fait valoir, en fait ou en droit, des moyens - objections ou exceptions - motivés et concluants, qui ne peuvent être écartés immédiatement et qui sont de nature à ébranler la conviction du juge, la procédure du cas clair n'est pas donnée (ATF 138 III 620 consid. 5.1.1 et les arrêts cités). Il n'est pas nécessaire que le défendeur rende ses moyens vraisemblables. Il suffit qu'ils soient aptes à entraîner le rejet de l'action, qu'ils n'apparaissent pas d'emblée inconsistants et qu'ils ne se prêtent pas à un examen en procédure sommaire (ATF 138 III 623 consid. 5). En revanche, les moyens manifestement infondés ou dénués de pertinence sur lesquels il est possible de statuer immédiatement ne suffisent pas à exclure le cas clair (ATF 138 III 620 consid. 5 = SJ 2013 I 283; arrêts du Tribunal fédéral 4A\_415/2013 du 20 janvier 2014 consid. 6 et 5A\_768/2012 du 17 mai 2013 consid. 4.2.1).

### **E. 3.2**

En l'espèce, les parties sont liées par un contrat de travail, pour lequel un salaire mensuel de 5'500 fr. brut a été prévu (art. 319 al. 1 et 323 al. 1 CO). Il est établi que l'appelante n'a pas reçu ses salaires de mai et juin 2013, pour le paiement desquels elle a mis en demeure l'intimée par courriers des 4 et 15 juillet 2013, que cette dernière admet avoir reçu.

L'intimée n'a nullement contesté devoir ces deux salaires, allant jusqu'à déclarer, dans ses écritures de première instance, qu'ils étaient à la disposition de l'appelante.

L'objection de l'intimée, qui considère que l'incapacité de travail de l'appelante devrait faire l'objet d'une instruction, est sans pertinence, ladite incapacité, qui a

- 7/8 -

C/21975/2013-3 débuté le 29 juin 2013, étant postérieure aux salaires exigés devant l'autorité de céans.

Partant, tant les faits que la situation juridique sont parfaitement clairs s'agissant des salaires de mai et juin 2013, seules prétentions litigieuses.

Il en résulte que la requête de cas clair est recevable et fondée, s'agissant des prétentions faisant l'objet du présent appel.

Le jugement entrepris sera dès lors annulé en tant qu'il a déclaré irrecevables les prétentions de l'appelante s'agissant des salaires de mai et juin 2013.

### **E. 4**

Lorsqu'elle admet l'appel, la Cour peut statuer à nouveau (art. 318 al. 1 let. b CPC).

En l'espèce, il a été retenu ci-dessus que l'appelante a droit aux salaires de mai et juin 2013. Le principe du paiement d'intérêts moratoires à 5 %, et le dies a quo, ne sont pas contestés.

L'intimée sera dès lors condamnée à verser les sommes de 5'500 fr. avec intérêts à 5% dès le 1er juin 2013 et 5'500 fr. avec intérêts à 5% dès le 1er juillet 2013.

#### **E. 5**

La valeur litigieuse étant inférieure à 30'000 fr., la procédure est gratuite (art. 114 let. c CPC). Il n'est pas alloué de dépens (art. 22 al. 2 LaCC). \* \* \* \* \*

- 8/8 -

C/21975/2013-3 PAR CES MOTIFS, La Chambre des prud'hommes, groupe 3 : A la forme : Déclare recevable l'appel interjeté par A\_\_\_\_\_ contre le jugement JTPH/69/2014 rendu le 3 mars 2014 par le Tribunal de première instance dans la cause C/21975/2013. Au fond : Annule le jugement entrepris en tant qu'il a déclaré irrecevables les prétentions de A\_\_\_\_\_ s'agissant des salaires de mai et juin 2013, et statuant à nouveau sur ce point : Condamne B\_\_\_\_\_ à verser à A\_\_\_\_\_ les sommes brutes de : - 5'500 fr. avec intérêts à 5% dès le 1er juin 2013, - 5'500 fr. avec intérêts à 5% dès le 1er juillet 2013. Invite B\_\_\_\_\_ à opérer les déductions sociales et légales usuelles. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Siégeant : Madame Daniela CHIABUDINI, présidente, Monsieur Tito VILA, juge employeur, Monsieur Francis CROCCO, juge salarié, Madame Véronique BULUNDWE, greffière.

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 113 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF ; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art 100 al. 1 LTF) par devant le Tribunal fédéral par la voie du recours constitutionnel subsidiaire.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF inférieure à 15'000 fr. (cf. consid. 1.2).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.